

## Éducation Les syndicats appellent à manifester samedi

# Suppression de postes : la note ne passe pas



■ Claude Thibaut (premier plan) et François Wey lancent un appel à la manifestation. Photo Denis MOUSTY

LE COLLECTIF « Un pays, une école, notre avenir » appelle à manifester, samedi. Des mouvements similaires devraient être organisés dans d'autres régions en France. À Nancy, le message est relayé par SGEN-CFDT, UNSA Education 54 et FSU 54. Les trois organisations syndicales sont membres du collectif qui regroupe également des fédérations de parents d'élèves et des associations complémentaires d'éducation.

Le collectif dénonce, en premier lieu, la suppression de postes prévue à la rentrée 2011. « Il faut savoir que l'académie de Nancy-Metz est la plus touchée par les suppressions (NDLR : 841 postes en moins) », attaque d'entrée François Wey, représentant du syndicat FSU 54.

« Nous déplorons le nombre conséquent de 53 suppressions de postes prévues, ainsi que le nombre encore conséquent de 237 postes partagés qui vont continuer à détériorer la qualité de l'enseignement dans notre département ».

Et sur la question des chiffres, les représentants syndicaux ont leur propre version. « Nous avons constaté une suppression de postes plus importante que prévue dans les lycées et lycées professionnels », affirme Claude

Thibaut, représentant d'UNSA Education 54. « D'après mes calculs, le nombre de postes qui disparaissent s'élève à 454 et non 385 ».

### Des sections supprimées

« Le nombre de postes supprimés en lycées et lycées professionnels s'élève à 385 », réaffirme de son côté le recteur de l'académie Nancy-Metz. L'institution rappelle qu'une suppression de 16 000 postes a été décidée au niveau national, et que le nombre de postes supprimés pour Nancy-Metz résulte d'un calcul équitable entre les académies.

Cette différence de 69 postes semble tenir au mode de calcul. « L'académie compte en terme d'équivalent temps plein, soit un volume horaire de 18 heures, et nous en terme de personnes », reconnaît Claude Thibaut. « Par exemple, si le recteur décide de supprimer un poste de 10 heures dans un établissement, il ne compte pas une suppression de poste, nous si ».

Les syndicats déplorent également la disparition de certaines sections dans le département. Enfin, ils réclament la transformation des heures supplémentaires en poste fixe.

■ Manifestation samedi, à partir de 14 h 30, point de rassemblement place Maréchal

L.M.

Entreprises Il y a de la place sur le marché des télécommunications pour les petites sociétés

# Unitélécom pêche les lignes

AU BOUT D'UN LONG COULOIR, à Médiaparc, l'immeuble qui abrite les microsociétés sur Meurthe et Canal, à Nancy, une porte à droite, un grand bureau, et deux hommes face à face physiquement, mais côte à côte dans le travail : Jean-Marc Maignet et le fondateur de la société Unitélécom, Fabrice Godeau.

Le premier est plutôt le commercial, 22 ans d'expérience dans les télécommunications, passé par Alcatel, Alsatel, et beaucoup de « tel » en tout genre, le second plus l'ingénieur, le technicien. « J'ai fondé la société il y a sept ans, en Alsace, avant de venir à Nancy, six mois plus tard, rue Sellier », explique ce dernier, qui fêta hier l'inauguration des nouveaux locaux. Au départ, il proposait du matériel télécom aux entreprises, qui sont la cible exclusive de la PME. Et puis, petit à petit, l'idée de devenir une véritable société de services s'est fait jour. « Nous proposons aux sociétés d'optimiser leurs solutions télécoms, que ce soit pour le fixe, le mobile, les standards », en devenant non seulement le consultant qui va leur proposer tel matériel, plutôt que tel autre, en fonction de ses besoins toujours spécifiques, mais aussi et surtout



■ Fabrice Godeau et Jean-Marc Maignet sont les patrons d'Unitélécom. Photo Denis MOUSTY

pour la gestion des flux. Comment avoir une facture claire, et faire en même temps de substantielles économies ? « Notre métier est rendu possible par la dérégulation, l'ouverture des réseaux à la concurrence des opérateurs. »

Dans la pratique, pourtant, la concurrence avec l'opérateur historique n'est que re-

lative. « France-Télécom continue à gérer les appels entrants, nous nous occupons des appels sortants, mais tout continue à passer par leur réseau France-Télécom ». A qui l'entreprise continue à régler l'abonnement, mais c'est bien la seule chose qui ne passe pas par Unitélécom, service global qui se frotte, dans le cas pré-

sent, à bien des mastodontes du secteur... La différence se fait par des coûts de fonctionnement réduits, l'achat en masse de communications, en particulier à l'étranger, (donc moins cher) l'absence de différence de tarifs entre le local et le national, et surtout pas de tarification forfaitaire des

soixante premières secondes dans le cas du fixe, ou des vingt premières dans le cas du mobile.

### A la seconde

« On paie pour le nombre de secondes consommées. L'opérateur historique fait de gros bénéfices sur les secondes inemployées, qui sont payées quand même. C'est comme si vous empruntiez l'autoroute à Gye et qu'on vous fasse régler le péage jusqu'à Lyon, alors que vous sortez à Neufchâteau ».

Pas de forfaits, toujours piégés, un service direct et proche, et non un centre d'appel à l'étranger, liberté d'interrompre le service à tout moment, grande simplicité d'utilisation « au point que nos clients trouvent souvent bizarre cet excès de simplicité ». Mais ça marche, et la petite société souhaite maintenant étendre sa formule à toute la France, en recrutant des commerciaux de la partie, qui travailleront à la commission. Toujours l'idée d'être le plus léger possible, pour ne pas se surcharger en frais de structures, de publicité, etc. Adeptes du « sur-mesure » pour leurs clients, les deux hommes ne veulent pas la moindre démesure.

Guillaume MAZEAUD

## express

### Coupure d'eau

En raison des travaux effectués par le service des eaux de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, la distribution d'eau sera interrompue ce matin de 9 h à 11 h, dans la rue de Badonviller (entre la rue Jacques-Grüber et celle de Champenoux).

Excellence Cet ingénieur agronome de 47 ans était déjà directeur des études

# Michel Jauzein aux Mines

IL NE BOUDAIT PAS SON PLAISIR hier Michel Jauzein. Celui de revenir « dans une école d'ingénieurs, avec le chantier d'Artem et la rentrée 2012 qui se fera dans de nouveaux murs pour les



possible, mais pas forcément exponentielle, eu égard aux besoins du marché en ingénieurs « généralistes et humanistes ».

L'École des Mines forme en effet des ingénieurs civils